



***Transformation du bâtiment communal en maison pluridisciplinaire de santé  
4, place du palais 31 380 BAZUS***



Maîtrise d'œuvre
<b>MARONESE Guy</b> Architecte DPLG 27, rue des lois 31 000 TOULOUSE Tél. 05 61 70 14 79 Portable 06 07 76 48 37 Email <a href="mailto:guy.m.sm@live.com">guy.m.sm@live.com</a>

## **C.C.T.P. Cahier des Clauses Techniques Particulières Lot 9 Désamiantage dépollution**

# GÉNÉRALITÉS

## 1.1. OBJET DES TRAVAUX

Le présent C.C.T.P. a pour objet de définir et de décrire les travaux du lot n°0 Désamiantage, à réaliser dans le cadre de la **Transformation du bâtiment communal en maison pluridisciplinaire de santé au 4, place du palais 31 380 BAZUS**

Le présent entrepreneur devra la connaissance complète du projet : plans, CCTP des autres corps d'état, PGC et toutes les pièces administratives.

Les principes généraux de construction sont définis par le présent document et les plans de l'Architecte.

Du fait de sa qualification, il appartient à l'entreprise de prévoir le détail des sujétions, fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation parfaite de son marché.

L'entreprise est réputée s'être rendue sur les lieux avant de remettre son offre.

L'entreprise est tenue d'indiquer, en regard de chaque article, le prix unitaire.

Le prix en regard de chaque article s'entend pour une prestation terminée, comprenant toutes les sujétions de fourniture et de mise en œuvre inhérentes à celles-ci.

L'entreprise est tenue de vérifier qu'aucune omission ou erreur ne subsiste dans l'énumération des ouvrages du descriptif pour mener à leur terme des travaux faisant l'objet de la présente étude.

## 1.2. ÉTENDUE DES TRAVAUX

L'entrepreneur adjudicataire du présent lot aura à sa charge l'exécution de tous les travaux concernant :

- La visite préalable
  - Le transport de toutes les fournitures et matériels ainsi que la main d'œuvre nécessaire au parfait achèvement des travaux de ce lot
  - Le piquetage et implantation générale des ouvrages à démolir
  - Les autorisations et location de voirie si nécessaire.
  - Les prestations complémentaires nécessaires à la réfection éventuelle des ouvrages conservés, endommagés lors des démolitions.
  - La clôture du chantier
  - La démolition des carrelages, plinthes et enduits
  - L'évacuation d'éventuelles d'autres éléments enterrés
  - Les moyens de levage
  - Les moyens de sciage des bétons
  - Le transport des excédentaires au centre d'enfouissement réglementaire
  - Les frais de mise en décharge publique
  - La fourniture du bordereau de suivi des déchets dangereux
  - Les canalisations de toutes natures
  - Toutes les demandes d'autorisation nécessaires au chantier de ce lot auprès des services concernés -
- Toutes les protections des ouvrages et bâtiments avoisinants
- Toutes les protections des réseaux existants conservés
  - Toutes les protections nécessaires au chantier pour ses employés et autres intervenants, ceci pendant les travaux de démolition (délimitation, échafaudage, barrières, etc...)

### Liste non limitative.

L'entrepreneur est tenu de vérifier les côtes et dimensions indiquées sur les plans, les incertitudes devront être signalées au maître d'ouvrage au stade de l'étude. Les erreurs qui pourraient être invoquées, après signature des marchés, ne sauraient en effet remettre en cause le prix global forfaitaire arrêté.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever certaines dispositions des plans et CCTP trouveront leurs solutions dans les avenants techniques de référence et les décisions du maître d'ouvrage, sans modifier le prix global du marché.

Les contradictions éventuelles entre le CCTP et les plans n'auront jamais pour effet d'annuler la construction des ouvrages visés, mais seulement d'entraîner l'application de la clause de priorité.

Le descriptif ne constitue pas une liste exhaustive des prestations à réaliser.

Aussi, en cas de manque de concordance, d'omission ou d'imprécision dans ces documents, les entrepreneurs devront demander au maître d'œuvre tous les renseignements nécessaires avant de remettre leur acte de soumission. Aucune réclamation en vue d'obtenir un supplément de prix ne sera pris en considération après le dépôt des offres.

Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

L'entreprise est censée connaître parfaitement toutes les prestations de l'ensemble des autres corps d'états. Il ne sera toléré aucune réclamation ni accordé aucun supplément de prix pour méconnaissance d'ouvrages communs à un ou plusieurs lots.

Font également partie des prestations à la charge de l'adjudicataire :

La prise en compte dans le forfait des prescriptions du CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES, notamment, s'il y a lieu, au sujet du COMPTE PRORATA.

Les frais de protection du personnel conformément aux prescriptions de la réglementation SÉCURITÉ SANTE et des directives qui seront édictés par le COORDONNATEUR SPS.

Du fait de sa qualification, il appartient à l'entrepreneur de prévoir toutes les sujétions, fournitures, appareils, dispositifs de sécurité et tous ouvrages nécessaires pour la réalisation parfaite de son marché.

### **1-3 Diagnostics des ouvrages**

#### **Diagnostic amiante**

Un rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition ont été réalisés par PRO ECO n° DI/3678 du 14 décembre 2023

Ce rapport est joint en annexe au présent dossier de consultation et fait état de la présence d'amiante l'entreprise doit donc prendre connaissance de ces rapports pour rédiger son offre.

#### **Diagnostic plomb**

Un rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant du plomb a été réalisé par PRO ECO n° 23/IMO/0454 du 13 décembre 2023. Ce rapport est joint en annexe du présent dossier de consultation et fait état de la présence de plomb, l'entreprise doit donc prendre connaissance de ce rapport pour rédiger son offre.

#### **Diagnostic termites**

Un rapport de mission de repérage sur la présence de termites a été réalisé par PRO ECO n° DI/3678 du 13 décembre 2023. Ce rapport sont joints en annexe du présent dossier de consultation et ne fait pas état d'absence d'indice d'infestation par les termites.

### **1.4. REGLES D'EXECUTION-NORMES**

Sont applicables au présent lot, l'ensemble des règles et normes en vigueur au premier jour du mois de référence de l'offre.

- Circulaire DPPR du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics.

- loi n°92-646 du 13 juillet 1992, modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Elle définit la notion de déchet ultime et stipule qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2002, seuls ces déchets pourront être mis en centre d'enfouissement technique. Il en découle que tous les déchets non valorisés devront être soumis à un traitement adapté. Cette loi introduit d'autres principes importants, notamment la nécessité de valorisation des déchets.

- Circulaire DPPR n° 95-007 du 5 janvier 1995 relative aux centres de tri des déchets ménagers pré-triés et de déchets industriels et commerciaux assimilés aux déchets ménagers.

- Arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage des déchets ménagers et assimilés. - Avis du 11 novembre 1997 relatif à la nomenclature des déchets ;

- Circulaire du 28 avril 1998 relative à la mise en œuvre et l'évolution des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

- Arrêté du 18 novembre 1992 relatif au stockage de certains déchets industriels spéciaux, ultimes et stabilisés pour les installations nouvelles.

- Décret n° 97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux.

- Décret n° 92-1074 du 2 octobre 1992 relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination de certaines substances et préparations dangereuses.

- Recommandation n° 2-2000 (officielle depuis le 05 /01/2001) relatives aux maîtres d'ouvrages publics et à la gestion des déchets de chantier des bâtiments.

- Code du travail relatif à la protection des travailleurs contre le bruit sur les chantiers. - Arrêté du 11 avril 1972 relatif aux émissions sonores des matériels et des engins de chantier.

- Décret n° 77-254 du 8 mars 1977 relatif au déversement des huiles et des lubrifiants neufs ou usagés dans les eaux superficielles, souterraines et de mer.

- Décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 concernant les détenteurs d'huiles minérales ou synthétiques usagées.

- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, avec pour objectif la prévention de la propagation des bruits pouvant créer des troubles aux personnes et à leur santé ou nuire à l'environnement. Elle concerne la limitation du niveau sonore des objets et activités bruyants, les caractéristiques acoustiques des transports et construction, la qualité acoustique des bâtiments sensibles.

- Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage, dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

- Décret d'application n° 95-79 de 23 janvier 1995 concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation.

- Code de la santé publique. Décret n° 95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage.

- Arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et aux engins de chantier ;
- Décret du 21 avril 1988 transcrivant en droit français les dispositions d'une directive européenne qui fixe deux principes : réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles et ne pas exposer les travailleurs à des niveaux incompatibles avec leur santé.
- Directive du parlement et du conseil européen n° 94/62/CE du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages.
- Décret n° 98-638 du 20 juillet 1998 relatif à la prise en compte des exigences liées à l'environnement, dans la conception et la fabrication des emballages.

### **1.5. TYPE DE MARCHE**

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

### **1.6. DOCUMENTS DE LA CONSULTATION**

Les pièces à fournir sont celles énoncées dans le règlement de la consultation.

Ces documents devront être établis d'une manière distincte pour chaque sous-lot éventuel.

Toute offre qui ne suivrait pas cette présentation serait réputée non valable.

L'entrepreneur soumissionnaire au titre du présent lot sera réputé avoir pris connaissance des pièces énoncées dans le règlement de la consultation et d'avoir visité les lieux.

En outre, en cas d'erreur, d'omission ou d'interprétation douteuse, l'entrepreneur devra en référer au maître d'Œuvre qui est seul habilité pour décider des modifications à apporter. L'entrepreneur devra, s'il estime nécessaire, présenter des réserves sur les procédés préconisés, sinon il aura accepté de ce fait la responsabilité des solutions techniques pour les différents travaux à sa charge.

### **1.7. OBLIGATIONS DIVERSES**

#### **Reconnaissance des lieux**

L'entrepreneur doit effectuer une visite complète des lieux, afin de se rendre compte de visu de la nature exacte des travaux qu'il aura à exécuter, et ce, afin de prévoir dans son prix, toutes les incidences financières particulières découlant d'une exécution de travaux dans le cadre du présent projet. En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer d'une méconnaissance des lieux pour se soustraire à ses obligations.

Il doit également intégrer à son offre la visite, les démarches auprès des services concessionnaires et services municipaux, ou autres lui permettant d'avoir une parfaite connaissance des conditions d'exécution des travaux décrits ci-après,

Il doit également dans le cas de travaux placés contres ou proches des limites contrôler auprès des riverains, d'éventuelles servitudes de mitoyenneté et de tous autres éléments particuliers liés au site dont notamment les sujétions particulières de voies et voirie compris les taxes y étant attachées et dont il restera seul redevable, les précautions nécessaires si dépose de matériaux contenant de l'amiante.

Il devra les protections nécessaires pour tous les ouvrages riverains et les éléments existants intérieurs destinés à être conservés.

#### **Relevés - Vérifications sur place**

Avant tout début de mise en fabrication, le titulaire du présent lot procédera à une vérification systématique des côtes intéressant ses ouvrages, quels que soient les travaux de relevés nécessaires. En cas d'anomalie, il transmettra ses observations dans les meilleurs délais au Maître d'Œuvre et à l'entreprise responsable. Cette dernière prendra les dispositions nécessaires concernant la remise en conformité de ses ouvrages.

En règle générale la réception des ouvrages antérieurs à son intervention devra faire l'objet d'une réception avec le ou les corps d'état intervenus précédemment.

#### **Protection des ouvrages**

L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur les points suivants :

- L'entreprise prendra toutes les précautions et dispositions utiles et nécessaires afin de préserver l'ensemble des ouvrages mitoyens existants avec ces propres travaux.

- En cas de détérioration, la remise en état à l'identique sera exécuté par le présent lot sans aucune plus-value.
- Tout dégâts sera réparés ou remplacés à l'identique par le présent lot sans aucune plus-value du fait de sa responsabilité à maintenir en état l'ensemble des protections pendant toute la durée du chantier.

### **Salissures du domaine public**

Pendant toute la durée des travaux les voies, trottoirs, etc. du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, les entrepreneurs seront seuls responsables des conséquences.

### **Canalisations et câbles éventuellement rencontrés**

Durant la période de préparation, l'entreprise devra effectuer toutes les démarches nécessaires pour avoir une parfaite connaissance des réseaux existants (DICT., sondages sur site, etc....). Elle devra proposer un plan de synthèse des réseaux au Maitre d'œuvre avant le début des travaux et procéder au repérage des réseaux sur le site.

Dans le cadre de rencontre de réseaux en service non connus au préalable lors de l'exécution des travaux de démolition ou de terrassements, toutes dispositions seront à prendre par les entrepreneurs pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés. Dès localisation d'un de ces ouvrages, les entrepreneurs devront immédiatement en avertir le Maitre de l'ouvrage et le Maitre d'œuvre.

L'entreprise devra assurer la sauvegarde et la protection des ouvrages rencontrés pendant la durée nécessaire en accord avec le service concerné, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément de prix.

### **Nettoyage du chantier**

En cours de chantier, le titulaire du présent lot sera tenu de laisser les ouvrages exécutés dans un tel état que les corps de métiers qui lui succéderont puissent exécuter leurs travaux sans sujétions de nettoyage complémentaire du fait de la présente entreprise. Les différents déchets et gravois provenant des travaux du présent lot seront jetés dans des containers mis à disposition par le lot gros œuvre pour tous les corps d'état pendant toute la durée du chantier (prestation impartie au compte prorata).

À chaque entreprise incombe le tri de ses propres déchets et gravois. Dans le cas où le présent poste s'avérerait insuffisant ou défectueux, et si la demande écrite de la maîtrise d'œuvre ou du coordinateur SPS reste sans suite sous 24 heures, ces derniers feront procéder au nettoyage par une tierce entreprise au frais et au prorata des entreprises défectueuses.

### **Sécurité et protection de la santé**

En application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, du décret du 26 Décembre 1994 et suivants, l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et répondra à toutes les demandes du Coordonnateur Sécurité concernant L'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier.

L'entreprise devra exiger de son personnel le respect et l'application des lois et règlements en vigueur concernant la sécurité générale autant que celle de l'installation de chantier. Elle devra se conformer à toutes les observations particulières des organismes habilités à contrôler le chantier : Direction Départementale du travail et de la main d'œuvre, O.P.P.B.T.P, Comité hygiène et sécurité, etc.

La sécurité des ouvrages provisoires et des engins, la responsabilité de la conception, de la réalisation, de leur emploi incombent uniquement à l'entrepreneur. Celui-ci est pleinement responsable de la sécurité de ses travailleurs, quels que soient les accidents provoqués par un défaut d'emploi des engins, machines, outils, ou de personnel recherché, mais ne sont nullement limitatives, surtout par rapport aux réglementations acoustiques, thermique et de sécurité en vigueur.

### **Garantie annuelle, biennale et décennale**

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserve constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

### **Qualifications professionnelles**

Il est demandé au soumissionnaire de justifier de sa qualification O.P.Q.C.B. et de références en rapport avec la nature des travaux à réaliser dans ce projet.

## 2 DESCRIPTIONS DES TRAVAUX

Le présent entrepreneur devra la connaissance complète du projet : plans, CCTP des autres corps d'état, et pièces administratives.

Les principes généraux de construction sont définis par le présent document, les plans de l'Architecte et du B.E.T. Du fait de sa qualification, il appartient à l'entreprise de prévoir le détail des sujétions, fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation parfaite de son marché.

### **Retrait des matériaux contenant de l'amiante : textes officiels**

Il a été repéré des matériaux contenant de l'amiante : cf rapports de repérage annexés à la présente consultation. En conséquence, les travaux de dépose de ces matériaux, de leur stockage, de leur transport en décharge, seront réalisés dans le respect des textes réglementaires en vigueur au mois de début de validité de l'offre notamment :

- Décret 88-466 du 28 avril 1988 modifié par le décret 94-645 du 26 juillet 1994 puis par le décret 96-668 du 26 juillet 1996 relatif aux produits contenant de l'amiante
- Décret 96-97 du 7 février 1996 modifié par le décret 97-855 du 12 septembre 1997 puis par le décret 2001-840 relatif à la protection de la population contre les risques liés à l'amiante.
- Décret 96-98 du 7 février 1996 modifié par le décret 96-1132 du 24 décembre 1996, par le décret 97-1219 du 26 décembre 1997 puis par le décret 2001-840 du 13 septembre 2001 et le décret 2002-1528 du 24 décembre 2002 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.
- Décret 96-1133 du 24 décembre 1996 modifié par le décret 2002-1528 du 24 décembre 2002 relatif aux produits contenant de l'amiante.
- Arrêté du 14 mai 1996 modifié par l'arrêté du 14 mai 1997 : règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante.
- Arrêté du 28 mai 1996 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussière d'amiante dans l'atmosphère d'immeubles bâtis.
- Circulaire 96-60 du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifuges contenant de l'amiante.
- Décret 96-1132 du 24 décembre 1996 protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- Circulaire du 9 janvier 1997 : élimination des déchets d'amiante ciment générés lors des travaux de réhabilitation et de démolition du bâtiment et des travaux publics.
- Normes NF X 46-010 & 46- 011 relative à la qualification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante friable
- Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante.
- Arrêté du 22 février 2007 définissant les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friable contenant de l'amiante.

### **Gestion des déchets de matériaux contenant de l'amiante.**

Suivant la circulaire du 9 janvier 1997, évacuation aux décharges de classe appropriée y compris conditionnement sur palettes filmée, emballage étanche GRV et étiquetage. Etablissement et transmission au maître d'ouvrage d'un bordereau de suivi des déchets d'amiante.

### **Equipement de protection individuelle**

Dans tous les cas, les travailleurs devront être équipés de vêtements et équipements de protection ainsi que d'appareils de protection respiratoire adaptés.

### **Documents administratifs**

Un plan de démolition ou plan de retrait doit être établi par l'entreprise effectuant la dépose des matériaux amiantés préalablement à tous travaux liés à l'amiante ou à des matériaux et matériels en contenant. Ce plan doit indiquer le lieu ou sont prévus les travaux, leur nature, leur durée, les protections collectives et individuelles prévues ainsi que le mode opératoire. Ce plan sera remis un mois avant le début des travaux à l'Inspection du travail, la CRAM, l'OPPBT et le coordonnateur SPS.

L'entreprise devra fournir la fiche d'aptitude de l'ensemble du personnel amené à intervenir sur le chantier.

## **2.1 PREPARATION ETAT INITIAL**

L'entreprise doit réaliser et déposer le plan de retrait réglementaire pour le chantier

Localisation : Forfait.

## **2.2 PREPARATION ETAT INITIAL**

Les travaux seront réalisés avant toute autre intervention sur le chantier à l'état initial.

L'entreprise doit :

- L'installation de chantier spécifique au désamiantage
- La protection réglementaire des travailleurs
- La mesure initiale d'empoussièrement

Un prélèvement de 10 m<sup>3</sup> d'air sera effectué aux alentours immédiats du chantier avant et après des travaux. Il sera utilisé comme point de référence pour le prélèvement libératoire qui ne devra en aucun cas lui être supérieur. L'analyse sera réalisée par microscopie électronique à transmission analytique (méthode M.E.T.A.) : ce test sera effectué par un organisme agréé en microscopie électronique.

Localisation : Forfait.

## **2.3 RETRAIT DES MATERIAUX AMIANTES**

Dépose des sols carrelés, plinthes et enduits plâtre contenant de l'amiante, suivant indications du Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante établi par PRO ECO.

Liste des travaux :

- Le retrait des matériaux et matériels amiantés,
- Les contrôles en cours de travaux,
- Le nettoyage total du site, la remise en état des emprises et des abords,
- Le conditionnement des déchets,
- Le transport des déchets amiantifères,
- Le traitement des déchets amiantifères,

Dépose des matériaux par moyens mécaniques et mis en dépôt sur palettes isolées au fur et à mesure en attente d'évacuation.

La zone de stockage devra être isolée et protégée par une barrière physique et signalée.

Après dépose et confinement complet des matériaux amiantés, ces derniers seront évacués en décharges spécifiques la plus proche de la commune.

Localisation : entrée, cuisine, dgt, wc et cellier 40m<sup>2</sup> et 27 m<sup>2</sup> de plinthes,  
Enduit plâtre et tapisserie du palier du R+1, forfait

## **2.4 DECONSTRUCTION DES PETITS OUVRAGES**

Dépose des éléments contenant du plomb, suivant indications du CREP produits présentant des risques de l'exposition au plomb établi par PRO ECO.

Liste des travaux :

- retrait portes et huisseries de placards,
- retrait peinture,
- Les contrôles en cours de travaux,
- Le nettoyage total du site, la remise en état des emprises et des abords,
- Le conditionnement des déchets,
- Le transport et le traitement des déchets amiantifères,

Localisation : Portes et huisseries du placard du séjour du RDC forfait  
Portes et huisseries du placard de la chambre du R+1 forfait  
Peintures de la cheminée de la chambre du R+1 forfait

## **2.5 ANALYSE LIBERATOIRE APRES TRAVAUX**

Les déposes de matériaux contenant de l'amiante étant réalisés avant toutes autres déposes et dans un espace clos, une analyse d'air libératoire devra être pratiquée par un organisme agréé.

Le taux en fibres d'amiante après travaux devra être inférieur ou égal à 5 fibres/litre (cf. art. 7 du décret 96-97 du 7 février 1996).

Localisation : Forfait ensemble.